



Fenneke Reysoo et Christine Verschuur (dir.)

## On m'appelle à régner Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre

Graduate Institute Publications

---

# « Genre et développement » : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin

Jules Falquet

---

DOI : 10.4000/books.iheid.6205

Éditeur : Graduate Institute Publications

Lieu d'édition : Graduate Institute Publications

Année d'édition : 2003

Date de mise en ligne : 20 juillet 2016

Collection : Genre et développement. Rencontres

ISBN électronique : 9782940503797



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

FALQUET, Jules. « Genre et développement » : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin In : *On m'appelle à régner : Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2003 (généré le 30 avril 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/6205>>. ISBN : 9782940503797. DOI : 10.4000/books.iheid.6205.

---

«GENRE ET DÉVELOPPEMENT »:  
UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES  
DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES DEPUIS  
LA CONFÉRENCE DE PÉKIN

Jules FALQUET

**D** EPUIS LA CHUTE du mur de Berlin et l'avènement du «monde unipolaire», les institutions de Bretton Woods – la Banque mondiale, le FMI, mais aussi l'ONU et ses multiples satellites<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ces institutions, énormes bureaucraties particulièrement complexes, ne peuvent être considérées comme complètement équivalentes les unes des autres. Elles présentent également chacune en leur sein de profondes contradictions internes. Cependant, nous les considérerons ici comme faisant partie d'un même système pour un ensemble de raisons, parmi lesquelles: 1) elles sont créées ensemble – la Banque mondiale et le FMI dépendant à l'origine de l'ONU – pour asseoir la victoire des «Alliés» de la Seconde Guerre mondiale et défendre les intérêts diplomatiques, économiques et militaires des Etats-Unis, et dans une moindre mesure «occidentaux» ; 2) elles travaillent conjointement dans de nombreux domaines, par le croisement d'une infinité de projets locaux, nationaux et internationaux; 3) elles constituent une source de financement de plus en plus importante pour les ONG et les mouvements sociaux qui en «dépendent»; 4) elles jouent un grand rôle dans la mise en forme d'un discours et d'une idéologie légitimes – car réputés «au-dessus de la mêlée» – concernant la «gestion des affaires mondiales», connus sous le nom de «développement».

– jouent un rôle croissant dans la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial, derrière l'étendard officiel du «développement» et, plus récemment, de la «lutte contre la pauvreté». Dans un travail précédent, j'ai tenté de montrer, en suivant l'analyse d'une partie des féministes latino-américaines et caribéennes, que ces institutions présidaient à la réorganisation néolibérale du système mondial de production et de répartition des richesses, *au détriment des femmes* – principalement du Sud –, tout en se légitimant paradoxalement grâce à la participation d'un certain nombre de femmes et de féministes à ce projet (Falquet à paraître).

Je souhaite ici approfondir cette analyse sur le point précis des «nouveaux» paradigmes sur le «genre et développement»<sup>2</sup> qui s'affirment depuis la Conférence mondiale de Pékin sur «la femme» de 1995, relayée par celle de Johannesburg sur «le développement durable» en 2002, toutes deux organisées par l'ONU et appuyées par le système des institutions de Bretton Woods. Certes, sous la pression d'une partie du mouvement féministe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces institutions, des «avancées» ont été obtenues. En effet, la mise en évidence d'une «féminisation de la pauvreté» a motivé un ensemble de projets visant à l'*empowerment* des femmes – du Sud tout particulièrement –, notamment par le biais d'une vaste campagne d'attribution de «microcrédits» et leur «inclusion» dans les politiques publiques et internationales par le biais du *mainstreaming*. Des stratégies «participatives», destinées notamment à inclure les femmes, ont été mises en place afin de lutter contre la corruption et la pauvreté et d'atteindre une «bonne gouvernance». Cependant, après plusieurs années de mise

<sup>2</sup> Comme le rappelle Florence Degavre, la pensée associant femmes et développement a parcouru un chemin considérable depuis les années 1960: le premier courant pour l'inclusion des femmes dans le développement (Women in Development, WID) s'est vu en partie supplanté par une réflexion plus critique issue de la théorie de la dépendance des années 1970, qui remet en cause la «modernisation» comme unique source du développement (Women and Development, WAD), puis dans les années 1990 par une approche en termes de «genre» (Gender and Development, GAD) et enfin par l'actuelle perspective du développement durable (Women, Environment and Development, WED) (Degavre 2000).

en application de ces nouvelles stratégies, force est de constater que la situation matérielle des femmes – et de beaucoup d’hommes – dans le monde a empiré, et que les rapports sociaux de sexe n’ont pas évolué vers une plus grande égalité sur la majeure partie du globe.

On peut toujours penser que le temps a manqué ou que les circonstances ont été défavorables; cependant je ferai ici l’hypothèse que ce sont plutôt les limites intrinsèques de ces «nouveaux paradigmes» qui n’ont pas permis une réelle transformation, et moins encore une réelle amélioration, de la situation des femmes. Pour ce faire, j’analyserai d’abord les origines et les fondements idéologiques du *mainstreaming*, de *l’empowerment* et des «microcrédits» pour les femmes. Dans un deuxième temps, je présenterai un certain nombre d’indicateurs du développement, en soulignant certaines avancées dans la prise en compte du «genre» mais aussi les lacunes persistantes en ce domaine. Enfin, j’aborderai les implications de la lutte contre la pauvreté et la corruption, cheval de bataille de la Banque mondiale, et notamment les effets de la «participation» de la «société civile» au «développement».

## ORIGINES ET LOGIQUES DE L’EMPOWERMENT, DU MAINSTREAMING ET DES MICROCRÉDITS POUR LES FEMMES

Bien qu’ayant des origines plus anciennes, les concepts d’*empowerment*, de *mainstreaming* et la vague du «microcrédit» pour les femmes ont connu leur véritable consécration en 1995, lors de la Conférence de Pékin sur «la femme», organisée par l’ONU. Les résultats de cette conférence et l’adoption de ces «paradigmes» ont été largement célébrés à la fois comme une victoire du mouvement féministe et comme une avancée considérable pour les femmes. Cependant, dans les deux cas, la réalité est plus complexe.

En effet, pour ce qui est du mouvement féministe, il ne s’agissait nullement de sa rencontre. Au contraire, les événements étaient entièrement

chapeautés par l'ONU, une institution très largement dirigée par des hommes qu'on ne saurait suspecter d'appartenir au mouvement féministe. Elle s'inscrivait dans un cycle d'événements internationaux décennaux organisés par l'ONU sur le thème des femmes. Or, dès la Conférence de Mexico en 1975, certaines féministes avaient déjà dénoncé ce qu'elles percevaient comme une tentative de récupération de leur mouvement. Elles avaient alors organisé un forum des ONG en dehors des événements officiels pour faire entendre leur propre voix. En 1995 par contre, l'ONU était organisatrice non seulement de la partie officielle gouvernementale de la conférence, mais aussi du Forum des ONG.

On ne saurait donc classer «Pékin» parmi les actions propres du mouvement féministe. *Quid* de ses résultats? Certainement, de nombreuses féministes s'y sont battues pour faire entendre leurs propositions. De fait, l'ONU avait organisé la conférence comme l'aboutissement d'un processus «participatif», fomentant des rapprochements préalables entre des féministes, des ONG de femmes, des ONG mixtes et les instances gouvernementales ad hoc dans chaque pays. Cependant, il semble que beaucoup de féministes présentes à Pékin ne possédaient guère de «mandat» collectif de leur mouvement, mais bien plutôt celui de leurs ONG et réseaux<sup>3</sup>. Dans certains pays, même les thèmes de la Conférence et les mécanismes de «participation» avaient été critiqués pour leur décalage par rapport aux problématiques concrètes des femmes et aux priorités du mouvement féministe local (Más allá de Beijín 1994). C'était le cas notamment en Amérique latine, où, depuis la 6<sup>e</sup> Rencontre féministe continentale de 1993 au Salvador, un courant «autonome» dénonçait notamment la mainmise sur la préparation du Forum des ONG de l'Agence interaméricaine de développement (AID<sup>4</sup>), agence de coopération du gouvernement nord-américain, his-

<sup>3</sup> Cette notion de «mandat» étant historiquement assez étrangère au féminisme. La question de la représentativité et des mécanismes de prise de décision dans le mouvement féministe – comme dans beaucoup d'autres – mériterait une discussion beaucoup trop longue. Cependant, depuis la 7<sup>e</sup> Rencontre continentale en 1996 au Chili, il est clair que les ONG et les divers réseaux existants ne représentent pas l'ensemble du mouvement latino-américain et caribéen (Falquet 1998).

<sup>4</sup> Les sigles sont développés dans le glossaire qui se trouve à la fin de l'article.

toriquement stigmatisée dans la région pour son rôle anti-insurrectionnel et son implication dans les campagnes de stérilisation massive de femmes (Falquet 1997, à paraître).

Examinons maintenant, *pour les femmes*, les résultats de Pékin : *empowerment*, *mainstreaming* et microcrédits.

### EMPOWERMENT : DE QUEL POUVOIR PARLE-T-ON ?

La plate-forme d'Action de Pékin, dans son épigraphe 13, présente l'*empowerment* des femmes comme une stratégie clé du développement : «L'*empowerment* des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix.» Cependant, ce terme d'*empowerment* (prendre/recevoir/gagner du pouvoir) est utilisé d'une manière si large qu'il perd souvent tout sens. Il n'existe d'ailleurs pas véritablement de consensus clair autour de sa signification.

On peut trouver les premières références à l'*empowerment* dans le radicalisme noir nord-américain des années 1960 et dans le travail communautaire de «conscientisation» inspiré notamment par Paolo Freire au Brésil puis dans de nombreux pays du Sud. Dans la foulée du «féminisme des secteurs populaires» des années 1980, la notion d'*empoderamiento* a été reprise par «glissement» par un certain nombre d'ONG et de réseaux latino-américains et caribéens. Selon une autre exposante de l'*empowerment*, Naila Kabeer, celui-ci reflète la capacité et la volonté des exclu-e-s de définir «depuis la base» les priorités du développement (Kabeer 1994). L'*empowerment* constituerait même un apport significatif des «féministes du Sud» (Moser 1989). Le réseau DAWN en serait un exemple particulièrement significatif (Madrigal *et al.* 2000). Cependant, pour nuancer ce caractère spécifiquement féministe et du Sud, il faut remarquer que le projet de DAWN a été conçu à Bangalore, en août 1984, et qu'«une série de débats a eu lieu au Forum des ONG de la Conférence de l'ONU pour la décennie des femmes (Nairobi, juillet 1985). [...] Le financement a été assuré par la

Fondation Ford. Un lieu de travail et une infrastructure ont été partiellement offerts par le Conseil de la population [institution onusienne] » (DAWN 1992). C'est dire que malgré tout, les institutions internationales et les fondations «donnantes» ne sont pas tout à fait étrangères à la création de ce réseau.

Dans son acception actuelle, *l'empowerment* prend à rebrousse-poil les analyses qui présentent les femmes en situation de «non-pouvoir» – jugées trop statiques et victimistes –, pour focaliser l'attention sur des luttes de résistance, de subversion et de transformation progressive de cette situation. Concrètement, *l'empowerment* des femmes devrait avoir lieu grâce à un meilleur contrôle qu'obtiendraient les femmes sur les ressources matérielles et non matérielles, tout en élevant leur «estime d'elles-mêmes» (Moser 1989). Le pouvoir que ces femmes gagneraient serait un pouvoir «différent», plus un «pouvoir-capacité». On voit donc clairement les deux principaux obstacles auxquels cette démarche se heurte: d'abord l'idée de pouvoir sur laquelle elle repose, ensuite, plus prosaïquement la question des ressources matérielles.

En effet, la notion d'*empowerment* balaie la notion webérienne du pouvoir comme «jeu à somme nulle» pour la perspective de «jeu à somme positive» plus chère à Foucault (López Méndez 2000). Cette influence croissante du postmodernisme sur certaines féministes se combine à un fond de naturalisme idéaliste qui veut que les femmes ne puissent faire qu'un «bon usage» (féminin) du pouvoir (féminin). Personne ne semble plus penser que des femmes pourraient chercher à inverser radicalement les termes du patriarcat en une stricte domination des femmes sur les hommes, encore moins que d'autres femmes puissent vouloir détruire purement et simplement le contrat patriarcal. Du côté matériel ensuite, il semble difficile que les femmes réussissent à obtenir une «plus grande part» des ressources et des richesses «toutes choses égales par ailleurs». Les fortes résistances que de nombreux hommes montrent en la matière en sont le meilleur indice.

C'est pourquoi *l'empowerment* tel qu'il est préconisé ressemble moins à une prise de pouvoir collective par les femmes – Wendy James

montre que cette notion est de plus en plus présentée comme obsolète (James 1999) – qu'à un octroi, d'en haut, de certaines parcelles de pouvoir. Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment le mesure le PNUD – une institution marraine de l'*empowerment*. En effet, son indice de «potentiation du genre» (IPG) mesure deux et seulement deux données, particulièrement contestables: la proportion de femmes parlementaires et la proportion de femmes «professionnelles» et techniciennes. La première réduit précisément le pouvoir à sa plus «simple» expression, qu'il légitime en écartant toute mesure de pouvoirs plus quotidiens ou situés dans d'autres sphères (syndicat, associations, foyer...). La seconde présente encore plus de défauts. D'abord, elle néglige complètement les différences de salaires et de statut qui existent entre femmes et hommes, même dans d'équivalentes professions «prestigieuses». Ensuite, elle postule que l'obtention d'un meilleur revenu est suffisante pour obtenir plus de pouvoir. Enfin, elle mesure des avancées purement individuelles.

Le caractère très individualiste de la stratégie de l'*empowerment* telle qu'elle est majoritairement pratiquée à l'heure actuelle prête également le flanc à la critique. Sans entrer dans les détails, que nous avons abordés à travers l'exemple du Salvador (Falquet 1997), signalons qu'elle repose généralement sur une notion d'autonomie individualiste qui pose problème. En effet, on est loin désormais des «groupes de prise de conscience» du mouvement féministe, qui allaient dans le sens d'une analyse collective de l'oppression et de l'exploitation des femmes. L'autonomie est désormais présentée comme le résultat d'une dynamique psychologique liant identité et pouvoir dans un travail d'individualisation et d'élévation de l'«estime de soi».

Ainsi, même s'il peut être «tiré» dans des sens plus ou moins transformateurs, l'*empowerment* des femmes tel qu'il est préconisé depuis Pékin semble plutôt s'orienter vers des stratégies individualistes de la part des femmes, et *top-down* de la part des institutions internationales, qui n'envisagent par de perdre le contrôle *in fine* de cette dynamique (Madrigal *et al.* 2000).



## MAINSTREAMING

La notion de *mainstreaming*, qui signifie «intégration au courant principal» du développement, semble moins problématique. En effet, bien souvent les projets de développement concernant les femmes ont été ponctuels, marginaux, de taille extrêmement modeste, en comparaison des grands projets «généraux» dans lesquels les besoins et les intérêts des femmes n'étaient jamais pris en compte et qui, par voie de conséquence, pouvaient même leur être tout à fait défavorables. Un cas d'école est constitué par les projets d'agriculture «moderne» et éventuellement irriguée pour l'exportation, destinés à fournir de meilleurs revenus monétaires aux familles. Dans les faits, ces projets sont réalisés presque exclusivement par des hommes et pour leur propre bénéfice, en rognant sur les terres cultivées par les femmes et en utilisant l'eau dont elles ont besoin. Aux femmes, on propose ensuite... un microprojet de potager pour nourrir les enfants de l'école. Face à de tels projets de «développement» presque caricaturaux, l'idée du *mainstreaming* semble on ne peut plus raisonnable. Il s'agit tout simplement d'introduire une perspective de genre dans l'ensemble des projets de développement, c'est-à-dire de prévoir ce que chaque projet apporte aux femmes et aux hommes, pour faire en sorte que le projet ne bénéficie pas aux uns au détriment des autres mais qu'au contraire il permette une plus grande justice dans les rapports sociaux entre femmes et hommes.

Pour être efficace, le *mainstreaming* doit intervenir à toutes les étapes des projets, depuis leur conception jusqu'à leur évaluation, en passant bien entendu par leur réalisation. Pour cela, il est nécessaire que des femmes/personnes formées à la perspective de genre participent à l'ensemble du processus, aussi bien dans les agences financières que dans les ONG et bien entendu sur le terrain. Cela suppose que les femmes destinataires des projets soient désireuses/en mesure de formuler leurs besoins, leurs stratégies et leurs critiques dans le langage légitime des «agences». Cela suppose également que les hommes se prêtent à l'exercice, à toutes les étapes. Si le *mainstreaming* était appliqué pleinement, beaucoup de choses devraient être remises en cause. Par exemple, les agences de coopération devraient réorienter profondément leurs budgets; les agences, les ONG intermédiaires et les «bénéficiaires»

devraient non seulement inclure des femmes dans toutes leurs structures, mais accorder une réelle attention à leurs propositions ou à leurs exigences. Par ailleurs, pour planifier puis évaluer les projets, il faudrait disposer de méthodologies et d'outils «sensibles au genre», qui sont encore souvent au stade d'ébauche – comme on le verra plus bas. Du côté des pays «donnants», une étude menée par l'Association femmes et développement sur l'inclusion de la perspective de genre dans la coopération au développement, pour quatre pays européens, montre que l'on est encore très loin d'une réelle application de la plate-forme de Pékin dans ce sens, en France notamment (AFED 2001).

En dehors des difficultés pratiques qui se posent pour mettre en application le *mainstreaming*, il faut soulever deux critiques plus profondes. La première est que le *mainstreaming* risque fort de faire disparaître les projets spécifiquement destinés aux femmes, que l'on peut comparer aux mesures d'«action affirmative» prises en faveur de toutes sortes de groupes «minoritaires» ou opprimés. A moins de pouvoir prouver que les inégalités ont disparu ou, mieux encore, que les causes de ces inégalités ont été supprimées, il est très prématuré de suspendre de telles mesures. Au lieu d'améliorer ce type d'actions spécifiques, en réfléchissant sur leurs limites, la tentation est grande, avec le *mainstreaming*, de les évacuer complètement, malgré un certain nombre de caractéristiques qui peuvent être positives. Par exemple, l'échelle plus réduite de ce type de projets, si elle a été critiquée à de nombreuses reprises, possède souvent l'avantage d'être plus économe en ressources et d'offrir moins de prise à la corruption ou aux dépenses somptuaires, en même temps qu'elle peut être plus adaptée au caractère souvent local des préoccupations des femmes et leur permettre un meilleur contrôle sur les événements.

Ce qui amène à l'autre grande ligne de critique: le *mainstreaming* signifie «intégration au courant principal» du développement. Mais quel est ce courant principal? Non seulement il n'est pas identifié, mais surtout il ne fait guère l'objet d'analyse dans la littérature qui promeut le *mainstreaming*. Or, non seulement le mouvement féministe a amplement critiqué les paradigmes successifs du développement, mais, dans

l'immense majorité des cas, les résultats positifs de ces projets de développement, pour les femmes comme pour les hommes, se font toujours attendre. Aujourd'hui, même le FMI reconnaît avoir commis des erreurs et les chiffres du PNUD ou de la Banque mondiale montrent que la pauvreté s'est considérablement aggravée dans le monde, en particulier là où les recettes du «développement» néolibéral ont été appliquées. Comme le signale une observatrice impliquée et critique, Ochy Curiel: «Dans le mouvement de femmes noires, j'ai vu avec angoisse comment nous sommes entrées ces dernières années dans la logique des politiques néolibérales. A l'heure actuelle, la Banque mondiale elle-même distribue des financements pour des projets de «développement» en notre faveur. Cette même Banque mondiale qui, avec le FMI et avec l'appui de l'ONU, définit les politiques qui conduisent la majorité de la population de la planète à la misère, et en particulier les femmes noires» (Curiel 2002).

Il est donc pour le moins étonnant qu'une partie des féministes se réjouissent que les femmes soient intégrées sans autre forme de procès dans ce processus et que le *mainstreaming* puisse en quelque sorte signifier un blanc-seing au paradigme dominant du «développement».

## MICROCRÉDITS

Le développement des microcrédits pour les femmes s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, qui dans sa forme discursive a pris le tour d'une véritable croisade morale – le président de la Banque mondiale se rend tous les jours à son bureau «en pensant [qu'il est] en train de faire le travail de Dieu»<sup>5</sup>. L'accès des femmes au crédit est un thème déjà ancien, soulevé notamment lors de la conférence de Nairobi en 1985: il est certain que la plupart des femmes dans le monde subissent une discrimination injustifiable quand elles se voient refuser l'accès au crédit (ainsi qu'aux formations et aux aides techniques), souvent indispensable pour développer leur production, agricole notamment.

<sup>5</sup> James D. Wolfensohn, cité par Sarah Anderson, directrice du programme d'économie mondiale à l'Institute for Policy Studies de Washington, *Courrier international*, n° 549, 10-16 mai 2001, p. 63.

Cependant, la question est plus complexe. D'une part, les femmes sont loin d'être toutes dépourvues d'accès à des liquidités monétaires. D'autre part, s'endetter, avant d'éventuellement s'enrichir, c'est s'appauvrir. Enfin, derrière l'aspect charitable ou égalitariste du microcrédit pour les femmes, les banques escomptent surtout d'énormes profits. A ce sujet, on se référera avec profit au passionnant travail d'Hedwige Peemans Poulet (2000). Celle-ci montre bien d'abord qu'il existe dans le monde un ensemble de systèmes d'épargne traditionnels à vocation sociale et sans intérêts, souvent gérés par des femmes – notamment en Afrique sous la forme des tontines –, qui leur permettent de disposer d'argent liquide quand elles en ont besoin. Il n'est pas innocent de présenter les femmes – du Sud – comme des victimes passives qui attendent la main tendue qu'un banquier généreux s'intéresse à leur sort. Les microcrédits accordés aux femmes, par contre, sont souvent assortis de taux d'intérêt élevés, parfois plus que les taux du marché comme dans le cas de la Grameen Bank. Or, toutes les études le prouvent: les femmes sont d'excellentes débitrices, capables de se saigner à blanc pour rembourser les prêts. C'est pourquoi Peemans Poulet souligne que les principaux bénéficiaires de ces microcrédits sont plutôt à rechercher du côté des banques, qui espèrent ainsi drainer à leur profit au moindre risque les sommes considérables que génère l'épargne traditionnelle. Elle souligne également que la Grameen Bank, qui fait par ailleurs campagne pour la privatisation des services publics et la disparition de la protection sociale au Bangladesh, réutilise aussitôt l'argent gagné pour investir dans de très lucratives assurances de santé, d'éducation et de retraites. Ce n'est sans doute pas un hasard si d'autres fervents défenseurs des privatisations (en particulier les Etats-Unis et l'AID, déjà mentionnée) appuient avec enthousiasme les politiques de microcrédits.

Peemans Poulet évoque aussi les conditions d'attribution de ces crédits, parfois assortis d'obligations tout à fait déplacées, comme répéter les seize commandements de la Grameen Bank: «Discipline, unité, courage, travail, c'est ce qui fait notre vie. [...] Nous veillerons à avoir une famille de petite taille. Nous dépenserons peu, nous veillerons à notre santé. Nous veillerons à ce que nos enfants et l'environnement soient propres. Nous construirons et utiliserons des latrines... »

(Peemans Poulet 2000). Si tous les programmes de microcrédit ne sont pas aussi choquants, il n'en reste pas moins que l'angoisse de devoir rembourser la dette par tous les moyens ne fait qu'alourdir les charges matérielles et morales multiples qui pèsent sur les femmes.

Par ailleurs, des études de cas plus fines montrent que la question de l'argent n'est pas toujours le principal obstacle pour que les femmes puissent travailler et obtenir des revenus. Ainsi, un article passionnant de Penelope A. Roberts sur les femmes rurales d'Afrique de l'Ouest montre que le principal goulet d'étranglement pour les petites entreprises des femmes est constitué par les règles sociales qui les empêchent d'avoir accès à une main-d'œuvre suffisante (Roberts 2001). Réduire toutes les difficultés des femmes à des problèmes purement monétaires est donc un raccourci trompeur.

Enfin, bien qu'ils soient souvent assortis de l'obligation d'un encadrement collectif, les microcrédits sont attribués la plupart du temps de manière individuelle. C'est là une des critiques les plus profondes que l'on peut faire à cette tentative de résolution de la «pauvreté» des femmes. En effet, elle renforce la recherche de solutions individualistes, quand l'action collective serait probablement beaucoup plus efficace, non seulement pour échapper à la pauvreté, mais surtout pour combattre les racines de cette pauvreté, que de nombreux observateurs s'accordent de plus en plus à analyser comme un appauvrissement des femmes découlant directement de l'application des politiques d'ajustement structurel. Comme l'analyse Silvia Federici: «Des millions de personnes [de femmes], en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ne seraient pas en effet devenues dépendantes de l'économie mondiale pour leur survie si elles n'avaient pas perdu tous leurs moyens de subsistance à la suite d'une guerre ou d'un "ajustement économique" » (Federici 2002). Le microcrédit apparaît alors en bout de chaîne, comme une mesure d'accompagnement de politiques de dépouillement des terres, des ressources naturelles et des systèmes de services publics, comme une soupape de sécurité qui accompagne la mise en place de l'économie néolibérale globalisée, bien plus qu'elle n'en attaque les effets.

## LES INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

Pour les institutions internationales comme pour les ONG, le travail sur le développement passe d'abord par l'établissement de diagnostics, puis par la planification de projets, leur exécution et enfin l'évaluation des résultats. Pour cela, les travaux qualitatifs et monographiques sur des expériences locales, indispensables, sont chaque fois plus standardisés en vue d'atteindre une plus grande «efficacité». Surtout, dans la mesure où les projets sont eux aussi de plus en plus standardisés et appliqués simultanément dans différentes régions du monde, est apparue une volonté très nette de disposer d'«indicateurs» quantitatifs, afin de pouvoir effectuer des comparaisons diachroniques et internationales.

Le choix de ce qui va être mesuré et de ce qui sera laissé dans l'ombre constitue un enjeu politique majeur. Les féministes ont souvent insisté sur l'invisibilité de la plupart des activités féminines, sur le manque de statistiques décomposées par sexe, y compris dans des domaines élémentaires comme l'éducation ou le travail salarié – sans parler de l'indisponibilité de données sur le travail domestique (durée, nature, valeur...). Depuis les années 1970, des progrès ont cependant été réalisés. A grands renforts de crédits et d'envois d'expert-e-s, de matériel informatique et de logiciels adaptés, la plupart des pays ont été dotés d'instances ad hoc: départements démographiques, divisions adaptées dans les officines de la comptabilité nationale, nouvelles techniques de recensement, etc. Cependant, les avancées ne sont pas uniformes. Dans de nombreux champs on ne dispose pas encore de séries suffisamment longues dans le temps pour pouvoir mesurer d'éventuelles progressions de tel ou tel phénomène. Les méthodes de collectes des informations sont d'une fiabilité inégale suivant les pays et le type de renseignements recherchés<sup>6</sup>, notamment quand on envoie des enquêteurs de sexe

<sup>6</sup> Les personnes, groupes, organismes ou pays qui fournissent les informations peuvent y introduire des données biaisées pour satisfaire leurs propres fins. Non seulement des hommes peuvent minimiser la part des femmes dans le travail effectué dans les enquêtes sur les revenus des ménages, mais des ONG, des ministères ou des pays peuvent minimiser des catastrophes (Long Island, Tchernobyl) pour préserver une image internationale, ou au contraire enfler des chiffres pour percevoir une aide plus importante.

masculin s'adressant à des informants de sexe masculin – souvent considérés comme chefs de famille légitimes même lorsque ce n'est pas le cas – pour obtenir des informations concernant les femmes<sup>7</sup>.

Supposant résolues ces questions «techniques», des questions directement politiques demeurent. D'abord, quelles sont réellement les intentions des commanditaires des informations? Comme le rappelle un récent travail de Bruno Lautier: «Définir et compter les pauvres peut être destiné à autre chose que les aider; sans avoir lu tout Foucault, chacun sait que définir, classer, compter a surtout servi dans l'histoire à discipliner, enrôler, fiscaliser, voire exterminer» (Lautier 2001). Il n'est pas rare que certaines populations refusent frontalement ou subtilement d'être dénombrées et analysées, par exemple des groupes alliés à des mouvements révolutionnaires (Salvador, Guatemala, populations indiennes zapatistes), ou des secteurs traditionnellement méfiants à l'égard des pouvoirs publics (certains groupes de chômeuses ou de chômeurs, de SDF, de gens du voyage). Dans cette ligne, un certain nombre d'ONG, notamment dans le mouvement des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, s'interrogent sur l'utilisation des «renseignements» qui leur sont demandés et qu'elles fournissent à peu de frais aux institutions internationales, dans le cadre de la «participation» que nous évoquerons plus bas.

Ensuite, le fait est que depuis déjà plusieurs années, les chiffres de la Banque mondiale, du PNUD ou du FMI font autorité dans la plupart des domaines. Même les personnes et les groupes qui s'opposent aux politiques de ces institutions se trouvent placées dans la situation de

<sup>7</sup> Nous ne détaillerons pas ici les difficultés spécifiques que l'oppression des femmes fait peser sur le recueil des données, mais elles sont nombreuses. Dans beaucoup de régions, les femmes ne s'expriment pas bien dans la langue officielle du pays. Souvent, elles ne sont pas censées parler à des hommes inconnus (enquêteurs). Simultanément, il peut être difficile de recruter des enquêtrices femmes suffisamment formées et pouvant se déplacer à leur guise, notamment en zone rurale. Par ailleurs, l'abondante littérature produite dans ce domaine montre aussi combien les femmes peuvent avoir du mal à formuler leurs besoins dans le langage «clair» qu'exigent les institutions. Enfin, de nombreuses données devraient être recueillies de manière collective et participative, ce qui pose d'autres problèmes méthodologiques et de coûts (Thais et Ransom 2001).

devoir les critiquer avec les chiffres fournis par ces mêmes institutions, comme le souligne James Petras, un important critique de la mondialisation néolibérale (Petras 2001). Force est de constater que s'est créé progressivement un quasi-monopole des informations chiffrées légitimes, aux mains des institutions internationales, informations qui servent à ces institutions, qui sont «juge et partie» de la mondialisation, à élaborer un discours officiel difficilement attaquable.

La discussion méthodologique qui suit doit donc être lue avec une grande prudence quant à la fiabilité et à la pertinence des chiffres.

### LES INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) ET DE GENRE (IDG) DU PNUD

Le PNUD est probablement la première institution internationale à avoir remis en cause la vision purement économiciste du développement qui prévalait jusqu'au début des années 1990, en s'appuyant notamment sur les travaux d'Amartya Sen, qui présentent le «développement humain» comme une capacité ou une liberté (Sen 1990). Le PNUD a donc proposé de substituer au PIB un indicateur du développement plus qualitatif, l'IDH (indice de développement humain), dont la valeur peut varier de zéro à un: en 1995, le Niger atteignait 0,207 et le Canada 0,950. Il se compose de la moyenne de trois variables affectées du même coefficient:

- l'espérance de vie à la naissance;
- le degré d'éducation moyen<sup>8</sup>;
- le PIB par personne ajusté de manière à refléter l'utilité marginale du revenu, exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) afin de minimiser les distorsions provoquées par les variations des taux de change.

Bien que cet indice marque une avancée considérable par rapport au PIB, il faut souligner ses nombreuses faiblesses, que détaille un article très documenté de Paloma de Villota. La première, commune à tous les

<sup>8</sup> Qui se décompose en 1) taux d'alphabétisation des adultes, valant pour deux tiers de l'indice, 2) taux d'inscription en primaire, secondaire et supérieur, valant pour le dernier tiers (au lieu du traditionnel «nombre moyen d'années de scolarisation»).



indices nationaux, est de masquer les disparités régionales, de genre et ethniques, qui peuvent être considérables. Ainsi, le sud du Brésil possède un IDH comparable à celui du Luxembourg (27<sup>e</sup> rang mondial en 1995), tandis que le nord du pays se situe entre la Bolivie et le Gabon, respectivement 113<sup>e</sup> et 114<sup>e</sup> rang mondial. De même, la population blanche des Etats-Unis possédait en 1995 le meilleur IDH du monde, tandis que la population noire occupait le 27<sup>e</sup> rang et la population hispanique le 32<sup>e</sup>. Enfin, les chiffres de 1993 sur les Etats-Unis montraient que les hommes noirs jouissaient alors d'un IDH similaire à celui de la Bulgarie, les femmes noires à celui de la Grèce, tandis que les femmes blanches possédaient un IDH supérieur à la moyenne japonaise, qui présentait alors l'IDH le plus élevé du monde (Villota 1999).

Quand on analyse séparément chaque composante de l'IDH, chacune mérite débat. Cependant, c'est surtout la composante «revenu» qui pose problème. Un calcul assez complexe permet de comparer internationalement le pouvoir d'achat tout en pondérant de manière décroissante l'utilité marginale du revenu<sup>9</sup>. Cependant, on se base exclusivement sur l'économie «visible», ignorant à la fois l'économie «informelle» et surtout l'économie non monétaire. Le travail fourni gratuitement par les femmes dans le foyer ou dans la communauté, qui n'est pas comptabilisé, fournit pourtant un supplément de bien-être considérable. Le rapport du PNUD de 1996 reconnaissait d'ailleurs la nécessité de réaliser des efforts pour améliorer l'IDH, notamment pour comptabiliser le travail non rémunéré des femmes.

<sup>9</sup> On établit un seuil de revenu minimum équivalent à la moyenne mondiale du PIB par habitant(e), en dollars et en parité de pouvoir d'achat (5.12 dollars). Pour obtenir l'IDH, on comptabilise le revenu jusqu'à ce niveau, mais lorsque le revenu est supérieur, sa croissance est pondérée de manière à refléter la diminution de son utilité marginale. En d'autres termes, pour atteindre un niveau de vie plus «enviable», on considère qu'au-delà de 5.12 dollars, tout dollar supplémentaire est d'une moindre importance: avoir 5120 dollars ne permet pas de vivre mille fois mieux que d'en avoir 5.12. Un pays n'a donc pas nécessairement besoin d'avoir un «revenu» par personne particulièrement élevé pour atteindre un haut IDH.

Pour mesurer les inégalités de genre dans le développement et le bien-être, le PNUD a mis en place l'IDG (indice de développement lié au genre). Il est calculé de la même manière que l'IDH, sauf qu'il inclut le niveau d'inégalité entre femmes et hommes. Concernant la première composante de l'indice, l'espérance de vie à la naissance, l'«avantage biologique» des femmes leur donne une moyenne mondiale de cinq ans d'espérance de vie de plus que les hommes (toutes conditions égales par ailleurs, notamment en termes de nutrition et d'attitudes sociales non discriminatoires envers les femmes). Pour ce qui est de sa deuxième composante, une des difficultés vient de ce que l'analphabétisme juvénile n'est pas pris en compte, alors qu'il est parfois très différent selon le sexe, ainsi que dans les zones urbaines ou rurales. Enfin, la troisième composante, comme on l'a vu, pose de très grands problèmes puisqu'elle ne prend en compte que le revenu monétaire provenant d'activités rémunérées. Le PNUD ne semble pas encore avoir résolu le problème, bien que de nombreuses économistes aient proposé des modèles sensibles au genre et travaillé abondamment la question de la comptabilisation du travail domestique des femmes. On verra notamment à ce sujet les panoramas présentés par Patricia Alexander et Sally Baden, ou par Lourdes Benería dans les Cahiers genre et développement (Alexander et Baden 2001 ; Benería 2001).

#### DE QUELQUES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT «GENRÉS»

Sous la pression des organisations de femmes, la plupart des institutions ont mis en place un certain nombre d'indicateurs capables de mesurer les effets du développement selon le genre. Toutefois, la difficulté pour obtenir certains chiffres, les coûts de leur recueil et la lourdeur des «batteries d'indicateurs» constituent fréquemment un obstacle à leur utilisation. Par ailleurs, les résistances internes à chaque organisation conduisent souvent à écarter ces indicateurs, à peine élaborés.

Ainsi, en ce qui concerne le développement durable, la Commission pour le développement durable (CDD) de l'ONU travaille depuis 1997 à l'élaboration d'indicateurs du «développement durable» (Femmes et

Changements 2002). Originellement, elle avait lancé un programme pour tester 134 de ces indicateurs dans 20 pays du Sud et du Nord. Cependant, en 2000, la liste a été ramenée à 59. Parmi les indicateurs «recalés», 7 au moins étaient particulièrement importants du point de vue du genre<sup>10</sup>. Si la CDD a bien prévu de désagréger par sexe un certain nombre d'indicateurs<sup>11</sup>, l'*unique* indicateur spécifiquement lié au genre qui a été retenu est celui qui mesure le «ratio salaire féminin/salaire masculin».

En ce qui concerne les indicateurs-pays de l'ONU (*common country assessments indicators*), la situation n'est guère meilleure. En effet, seuls trois de ces indicateurs sont sensibles au genre: le ratio filles/garçons inscrits dans l'enseignement secondaire, la part des femmes dans l'emploi non agricole et le nombre de sièges obtenus par les femmes dans les parlements nationaux. Ces indicateurs, aisés à comprendre et relativement faciles à obtenir, présentent cependant des défauts importants. D'abord, l'inscription dans les établissements scolaires ne signifie nullement la poursuite effective des études. Ensuite, l'indicateur concernant le travail ne mesure pas le ratio des salaires effectivement perçus, qui montrerait une différence sans doute bien plus grande entre les sexes. Il ne mesure pas non plus la qualité ni la sécurité des emplois des femmes et des hommes. Enfin, la participation politique des femmes est réduite à sa plus simple expression, l'indicateur laissant de côté leur participation aux différents niveaux des gouvernements, des partis, des syndicats ou des ONG notamment.

L'OCDE enfin, par le biais de sa division d'aide au développement, a établi une liste de 24 indicateurs centraux, sur la base d'une liste globale de 40 indicateurs, dont la plupart sont désagrégés par sexe. Toutefois, deux indicateurs seulement ont spécifiquement trait au

<sup>10</sup> Notamment un indice de mortalité maternelle, un indice de pauvreté désagrégé par sexes, un ratio d'inscription dans les écoles des filles et des garçons, un taux de migration nette par sexe et le nombre de femmes pour 100 hommes sur le marché du travail.

<sup>11</sup> Taux de chômage, pourcentage de personnes en dessous de la ligne de pauvreté, pourcentage de personnes ayant accès au système de santé, vaccination contre les maladies infantiles, taux de contraception, taux d'illettrisme chez les adultes et personnes ayant conclu leurs études primaires, secondaires.

genre: le ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire et le ratio illettrisme féminin/masculin.

A titre de comparaison, l'UNIFEM, division spécialisée de l'ONU concernant les femmes, a proposé de mesurer des domaines plus pointus, parmi lesquels:

- importance de la violence contre les femmes;
- pourcentage et évolution du ratio salaires féminins/masculins par secteurs d'activités;
- pourcentage et évolution du ratio femmes/hommes dans des rôles de direction;
- pourcentage et évolution du ratio femmes/hommes sur le marché du travail salarié et dans le domaine du travail non rémunéré;
- évolution du nombre de femmes dans le secteur patronal et parmi les «travailleurs à leur compte»;
- temps passé dans des travaux de soins non rémunérés;
- importance de la contamination par le virus du sida.

Enfin, différentes structures spécialisées ont travaillé à l'élaboration d'indicateurs sensibles au genre dans différents domaines du développement durable (Thais et Ransom 2001). Ainsi, la CEPAL, WEDO et l'EGCS proposent une série d'indicateurs de participation des femmes aux décisions environnementales, qui incluent notamment le nombre de femmes à la tête d'organisations environnementales (ONG et OG) et le degré de participation communautaire (information, préparation, utilisation d'instruments participatifs). Pour l'eau, la CEPAL, WEDO et World's Women 2000 (dépendant de l'ONU) proposent de mesurer non seulement l'accès des femmes à l'eau, mais aussi la commodité de cet accès à l'eau (notamment le temps passé au ravitaillement), et d'inclure des données sur la participation des femmes aux décisions sur les projets d'eau, tant dans les communautés concernées que dans les agences de coopération. Pour les forêts, WEDO et l'EGCS jugent important de mesurer la participation des femmes dans les ONG qui travaillent dans le domaine forestier, ainsi que le type de projets «de genre» mis en place par ces ONG. De même, en ce qui concerne la terre, la CEPAL comme WEDO insistent sur la nécessité de mesurer

non seulement l'accès des femmes à la terre, mais aussi leur accès aux crédits. Enfin – on pourrait multiplier les exemples – même dans le domaine de l'énergie, réputé peu sensible au genre, la CEPAL, WEDO, l'EGCS et l'UICHE proposent trois séries d'indicateurs incluant des mesures non différenciées à propos des sources d'énergie (par exemple: quantité/utilisation de fourneaux à gaz), mais aussi des mesures de l'accès des femmes aux différentes sources d'énergie et leur participation dans la planification et la mise en œuvre des programmes énergétiques.

On le voit, la panoplie des indicateurs est large. Cependant, la situation relative des femmes par rapport aux hommes reste très inégalement mesurée et les principales institutions ne fournissent que très peu de chiffres, au demeurant peu pertinents, dans ce domaine. Surtout, les outils les plus novateurs restent encore très largement sous-utilisés.

## LA «LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ», LES DISCOURS DE LA «PARTICIPATION» ET DE LA «BONNE GOUVERNANCE» : UNE INTERVENTION DIRECTE DANS LE CHAMP POLITIQUE

La lutte contre la pauvreté a été bombardée au rang d'objectif prioritaire de la Banque mondiale depuis 1990 (Banque mondiale 1990). Derrière le côté apparemment éthique et consensuel de cet objectif, se dessinent un ensemble de dispositifs politiques inquiétants: création de pauvres «méritant-e-s» au détriment des systèmes de protection généralisés, réordonnement du champ politique et cooptation des mouvements sociaux. Nous présenterons ici brièvement ces tendances et la manière dont elles affectent les femmes.

### MESURE DE LA PAUVRETÉ ET CRÉATION DE «MAUVAIS PAUVRES»

Bien que la Banque mondiale ait finalement reconnu que la pauvreté était un phénomène multidimensionnel (World Bank 2000), qu'on ne pouvait réduire à une dimension purement matérielle, elle continue à la mesurer en termes exclusivement monétaires, en privilégiant un

indicateur «simple» destiné à marquer les esprits et à faire autorité. Elle a ainsi popularisé la notion de «ligne de pauvreté»<sup>12</sup>, parfois fixée à 2 dollars par personne et par jour, plus souvent à 1 dollar par jour. Or, le fait de se concentrer sur un indice unique permet d'évacuer d'autres systèmes de mesure plus pertinents, notamment des indices qui feraient apparaître différents degrés de pauvreté entre sexes, ethnies ou classes, et dont on voit aisément l'importance politique. Ou encore des indices sur l'évolution de la richesse, qui complèteraient utilement les courbes d'appauvrissement de la majorité de la population mondiale. La détermination de la hauteur du seuil pose également question: par exemple, le fixer relativement bas peut permettre de faire basculer rapidement «de l'autre côté» une grande quantité de «pauvres» et d'afficher ainsi des succès rapides. Si, par ailleurs, comme le souligne Lautier, il existait parmi les «pauvres» deux groupes, l'un très en dessous de la «ligne» et l'autre l'atteignant presque, faudrait-il décider de concentrer les efforts sur les moins pauvres, afin d'obtenir une amélioration spectaculaire de l'indice à peu de frais, ou bien serait-il plus éthique de lutter pour améliorer d'abord la situation des plus pauvres parmi les pauvres (Lautier 2002)?

Surtout, comme le montre également Lautier, le fait de «cibler» uniquement un certain groupe de personnes pauvres (ici, «les plus vulnérables») permet de présenter directement ou indirectement le reste de la population comme «privilegiée», alors qu'il s'agit plutôt de secteurs qui ont réussi à défendre une partie de leurs droits sociaux. En faisant apparaître un ensemble de personnes en dessus de la ligne de pauvreté (fixée de manière complètement arbitraire, il faut le répéter) comme «nanties», on les exclut symboliquement et pratiquement du champ des personnes susceptibles d'exiger une protection. Ce qui permet d'évacuer tout débat sur la protection sociale. C'est ainsi que les institutions internationales, dans le cadre de cette lutte contre la pauvreté, fournissent des arguments et un

<sup>12</sup> Pour ce calcul, la Banque mondiale se base sur l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA) déjà évoqué. Bruno Lautier en rappelle l'opacité en signalant qu'à la suite d'un changement dans son mode de calcul en 1993, la proportion de pauvres en Chine était brusquement passée de 9% à 29%, augmentant d'un cinquième en un seul jour la pauvreté mondiale (Lautier 2002).

arrière-fond idéologique aux tenants du démantèlement et de la privatisation des systèmes collectifs et publics de protection sociale (santé, retraites, etc.). Amartya Sen, théoricien des *capabilities* et inspirateur des actions «pionnières» du PNUD dans les années 1990, destinées à «apprendre aux pauvres à se débrouiller par eux-mêmes», nobélisé depuis 1998, est devenu désormais une des cautions intellectuelles de la Banque mondiale en la matière. L'autre n'est autre que Mohammed Yunus, le fondateur de la Grameen Bank, grand pourfendeur des services publics et inspirateur des microcrédits pour les femmes dont on a vu plus haut les tenants et les aboutissants. Pire: l'appauvrissement particulier des femmes est complètement éclipsé par l'effet neutralisant du concept de «ligne de pauvreté», alors que les femmes du Sud constituent pourtant un des groupes les plus frappés par les politiques néolibérales.

#### LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

#### COMME MOYEN D'INTERVENTION DANS LE CHAMP POLITIQUE

Bien que statutairement, la Banque mondiale n'ait pas le droit de réaliser des interventions politiques directes dans les différents pays du monde, ces interventions sont inhérentes à son action – et ce depuis sa création. Cependant, la Banque mondiale s'est enhardie jusqu'à revendiquer ouvertement un rôle politique direct depuis la seconde moitié des années 1990, comme en témoignent tout particulièrement son rapport de 1997 sur la question de l'Etat, qui insiste sur la nécessité de lutter contre la corruption (Lautier 2002), ou les propos tenus en 1999 par James Wolfensohn, affirmant que le premier des préalables à une croissance durable et à un recul de la pauvreté serait précisément la lutte contre la corruption.

En dehors de la corruption proprement dite, ce que stigmatise la Banque mondiale est plutôt un ensemble de pratiques clientélistes parfois quasiment présentées comme un élément de l'idiosyncrasie du Sud, et en tout état de cause décrites comme une scorie du populisme et une forme inappropriée de «gestion». Or, ces systèmes de clientélisme non seulement se révèlent souvent être un mécanisme rationnel pour beaucoup de «pauvres» (Briquet et Sawicki 1998), mais se trou-

vent encore renforcés – et modifiés – par la «lutte contre la corruption» de la Banque mondiale. Comme l'explique Lautier: «La démocratisation formelle a accentué ce caractère rationnel [du clientélisme], parce qu'elle met en concurrence des distributeurs éventuels de faveurs. [...] Le mode d'intervention de la BM contre la pauvreté a changé les formes du clientélisme: il s'agit maintenant pour les pauvres non plus principalement de recevoir directement des subsides, mais de faire en sorte d'être classés comme «cible». [...] La décentralisation, bien entendu, renforce le nouveau clientélisme, mais le rend aussi plus masqué en même temps qu'elle le légitime, puisqu'il se pare des atours de la "participation de la société civile" » (Lautier 2000).

Mais les effets de l'intervention ne s'arrêtent pas là. Non seulement le clientélisme est légitimé et élargi, mais il s'organise de manière plus durable, dans la mesure où les ressources en jeu – désormais externes – paraissent virtuellement illimitées. Et de surcroît, le champ politique est profondément modifié, comme le signale encore Lautier: «Du coup, le champ politique s'est considérablement élargi, puisque ce ne sont plus tant les ressources propres (acquises ou non par la corruption ou la prébende) de l'homme politique qui sont redistribuées que des ressources externes. La position politique – et ce d'autant plus qu'elle n'apparaît pas comme telle, mais comme une position technique ou associative – devient l'une des deux ressources majeures dans la course au pouvoir. L'autre, ce sont les pauvres eux-mêmes [...] » (*idem*).

Ainsi, comme l'analyse lucidement Lautier, derrière leur position apparemment technique et associative, une bonne partie des ONG sont propulsées dans un nouveau rôle politique et deviennent une pièce centrale du processus<sup>13</sup>. Il ne reste plus qu'à les encadrer de bonne manière: c'est ce à quoi tend le dernier dispositif, celui de la «participation» et de la «bonne gouvernance».

<sup>13</sup> Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur les ONG, leurs rapports avec les mouvements sociaux, leurs transformations et l'évolution de leur rôle politique, que nous ne pouvons débattre ici. Nous souhaitons seulement ajouter à ce corpus considérable et complexe un élément supplémentaire, qui reste à articuler dans une analyse plus globale.



«PARTICIPATION» ET «BONNE GOUVERNANCE» :  
DE QUELQUES EFFETS SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le discours de la Banque mondiale sur la pauvreté est de plus en plus intimement lié à celui sur la «bonne gouvernance». Pour obtenir des crédits de la Banque et du FMI, les pays sont tenus d'élaborer un «document de stratégie de lutte contre la pauvreté» en consultation avec la «société civile». Plus généralement, la plupart des aides internationales sont chaque fois davantage conditionnées à des efforts de «décentralisation» et pour «faire participer» la «société civile». Cet appel à la «participation» est souvent présenté comme une victoire des mouvements sociaux qui exigent une plus grande démocratie, notamment les mouvements de femmes et féministes, et d'une manière générale les mouvements de groupes marginalisés ou exclus (Indiens, paysans ou Noirs par exemple, en Amérique latine). Cette stratégie «participative» s'assortit de discours optimistes sur l'élargissement de la citoyenneté, les contre-pouvoirs, la résistance ou la démocratie locale notamment. Cependant, cette nouvelle politique constitue surtout à l'évidence une tentative d'endiguer le mécontentement contre le nouvel ordre mondial néolibéral révélé par les luttes sociales nationales et internationales massives et spectaculaires que la Banque mondiale, le FMI ou l'ONU ne pouvaient ignorer plus longtemps, depuis Seattle jusqu'aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre.

Plus profondément, de la part des institutions de Bretton Woods, cette invitation à la «participation» remplit une série de fonctions bien précises que nous avons évoquées dans des travaux précédents, en suivant l'analyse d'une partie du mouvement féministe latino-américain (Cañas 2001; CICAM 1997; Falquet 1998, à paraître; Mujeres Creando s.d.; Bedregal *et al.* 1993).

Parmi ces fonctions, on trouve d'abord l'incorporation-récupération à peu de frais du travail des ONG, souvent nourri de pratiques de terrain et novateur. Se crée progressivement une sorte d'interpénétration inédite entre acteurs statutairement distincts et originellement opposés – ONG et organisations internationales-gouvernementales – dans le cadre d'une bureaucratisation et d'une neutralisation du caractère

potentiellement «subversif» des premières. Souvent présentée comme une alliance, cette compénétration croissante n'en est pas vraiment une, à moins que des organisations de taille réduite, disposant proportionnellement de peu de moyens et dont l'existence relativement précaire est sans cesse menacée, puissent se trouver sur un pied d'égalité, même relatif, avec d'énormes bureaucraties supranationales capables de planifier leur action à dix ans et appuyées sur un Conseil de sécurité et une force militaire réputés capables de déclencher ou d'arrêter des guerres aux quatre coins du globe.

Plus largement, à travers leurs financements, leurs conférences, leurs publications et leurs infrastructures, les institutions internationales ont grandement contribué à la transformation de la plupart des mouvements sociaux en ONG, et des ONG en sous-traitantes de leur politique d'implantation du système néolibéral. Elles ont réussi à renforcer leur légitimité très mise à mal, en créant avec les ONG un consensus large et flou sur la nécessité du «développement» – à tel point que beaucoup d'ONG de femmes luttent désormais pour être «mainstreamées». Surtout et enfin, il semble que la proximité idéologique, organisationnelle, financière et humaine que ces institutions internationales ont réussi à créer, imposer ou rendre désirable aux ONG ait réussi à neutraliser toute velléité de remettre en cause sérieusement et radicalement les paradigmes fondamentaux de ce «développement» néolibéral.

## CONCLUSIONS

A l'issue de cette réflexion, quelles sont les conclusions qui s'imposent ? On se demandait au départ pourquoi depuis la Conférence de Pékin, malgré les apparentes avancées réalisées par les institutions internationales dans la prise en compte des femmes dans leurs projets de développement, la situation des femmes dans le monde s'était si peu améliorée ou s'était même si franchement détériorée.

Au vu des développements qui précèdent, il semble que l'on peut bel et bien exclure l'hypothèse des circonstances défavorables et du

manque de temps ou de moyens, et incriminer plutôt les limites intrinsèques des paradigmes dominants. Le *mainstreaming* et l'*empowerment* ne permettent pas aux femmes de sortir des logiques individualistes et néolibérales, tandis que les microcrédits les enfonce dans une spirale de microproductivisme individuel et d'endettement dont on voit bien qu'elle ne résout ni de près, ni de loin, les causes profondes de l'appauvrissement constant des femmes. Les indicateurs du développement se multiplient et se perfectionnent, mais les plus intéressants sont sous-utilisés tandis que les plus approximatifs et réducteurs servent à consolider un discours à la fois alarmiste, lénifiant et hypnotique qui fait écran à la réalité et justifie la poursuite des politiques néolibérales. Dans le cadre de ce discours légitime qui cherche à devenir hégémonique, la lutte contre la pauvreté impulsée par la Banque mondiale, vaste fuite en avant, complète ce dispositif et achève de brouiller les cartes en transformant le champ du politique et en renforçant l'acteur «ONG», rendu chaque fois plus docile par sa proximité croissante avec les institutions internationales. Parmi les analyses les plus lucides de ce processus, on trouve les réflexions d'une partie du mouvement des femmes et du féminisme latino-américain et des Caraïbes. Il est grand temps que les sciences sociales du Nord, et parmi elles les chercheuses féministes, prennent connaissance de ces débats et les poursuivent, sous peine de collaborer activement avec un système dont le résultat le plus manifeste est une détérioration brutale et massive de la situation des femmes – et dans une moindre mesure, des hommes – dans le monde entier.

## GLOSSAIRE DES ORGANISMES CITÉS

- AID Agence internationale pour le développement (agence gouvernementale de coopération des Etats-Unis)  
 CEPA Commission économique pour l'Amérique latine (rattachée à l'ONU)  
 DAWN Development Alternatives with Women for a New Era  
 EGCS Ethiopian Gender Conservation Strategy  
 PNUD Programme des Nations unies pour le développement  
 UICHE Unisolomon Islands College of Higher Education  
 WEDO Women's Environment and Development Organisation

## BIBLIOGRAPHIE

- AFED, 2001, *La perspective de genre dans la coopération au développement en France, Espagne, Grande Bretagne et Pays-Bas*, rapport à l'attention du premier ministre et du Haut Conseil de la Coopération internationale, 137 p.
- ALEXANDER, Patricia, BADEN, Sally, 2001, «Glossaire genre et macro-économie», *Genre et économie. Un premier éclairage*, BISILLIAT Jeanne, VERSCHUUR Christine (dir.), Cahiers genre et développement, n° 2, L'Harmattan, Paris, pp. 33-37.
- BANQUE MONDIALE, 1990, *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque mondiale, Washington.
- BEDREGAL, Ximena, PISANO, Margarita, GARGALLO, Francesca, GAVIOLA, Edda, FISHER, Amalia, 1993, *Feminismos cómplices. Gestos para una cultura tendenciosamente diferente*, La Correa Feminista, México, Santiago de Chile.
- BENERÍA, Lourdes, 2001, «Vers une meilleure intégration du genre dans les sciences économiques», *Genre et économie. Un premier éclairage*, Cahiers genre et développement, BISILLIAT Jeanne, VERSCHUUR Christine (dir.), n° 2, L'Harmattan, Paris, pp. 417-437.
- BRIQUET, J.L., SAWICKI, F. (dir.), 1998, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, PUF, Paris.
- CAÑAS, Mercedes, 2001, «El movimiento feminista y las instituciones nacionales e internacionales», *Feminismos en América Latina*, GAVIOLA ARTIGAS, Edda, GONZÁLEZ MARTÍNEZ, Lissette (compiladoras), Colección Estudios de género, n° 4, FLACSO, Ciudad Guatemala, pp. 93-130.
- CICAM, 1997, *Permanencia revolucionaria en la utopía. La autonomía en el VII Encuentro feminista latinoamericano y del Caribe, Chile '96*, La Correa feminista, Colección feminismos cómplices, Mexico, 217 p.
- CURIEL, Ochy, 2002, «La lutte politique des femmes face aux nouvelles formes de racisme. Vers une analyse de nos stratégies», *Nouvelles Questions féministes*, vol. 21, n° 3, pp. 88-103.
- DAWN, 1992, *Femmes du Sud. Autres voix pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Femmes et Changements, Côté-femmes Editions, Paris, 157 p. Première édition: DAWN, 1985.
- DEGAVRE, Florence, 2000, «Les différents courants de pensée intégrant "femmes" et "développement"», *Chronique féministe, Féminismes et développements*, n° 71/72, février-mai, pp. 80-82.
- FALQUET, Jules, 1997, *Femmes, projets révolutionnaires, guerre et démocratisation. L'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, thèse pour le doctorat de sociologie, sous la direction de M. Christian Gros, IHEAL-Sorbonne Paris III, Paris, 1222 p.
- , 1998, «Le débat du féminisme latino-américain et des Caraïbes à propos des ONG», *Les paradoxes de la mondialisation*, Cahiers du GEDISST, n° 21, L'Harmattan, Paris, pp. 131-147.

- , à paraître, «Femmes, féminisme et “développement”. Une analyse critique des politiques des institutions internationales», titre non précisé, BISILLIAT, Jeanne (coord.), Karthala, Paris.
- FEDERICI, Silvia, 2002, «Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail», *Genre, mondialisation et pauvreté*, VERSCHUUR, Christine, REYSOO, Fenneke (dir.), Cahiers genre et développement, n° 3, L'Harmattan, Paris, 255 p., pp. 45-69.
- FEMMES ET CHANGEMENTS, 2002, *Ecologie. Quand les femmes comptent*, L'Harmattan, Paris, 214 p.
- JAMES, Wendy, 1999, «Empowering Ambiguities», *The Anthropology of Power*, CHEATER, Angela (comp.), Routledge, London.
- KABEER, Naila, 1994, *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*, Verso, London.
- LAUTIER, Bruno, 2001, «Définition et mesure des pauvres à partir de la “ligne de pauvreté” », *Pourquoi faut-il aider les pauvres? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté*, document de travail IEDES 2001, Paris, 25 p., pp 7-9. Egalement paru dans la *Revue Tiers Monde* n° 169, vol. 43, janvier-mars 2002, pp. 137-165, ainsi que dans *Genre, mondialisation et pauvreté*, VERSCHUUR, Christine, REYSOO, Fenneke (dir.), Cahiers genre et développement, n° 3, L'Harmattan, Paris, 255 p., pp. 133-136.
- LÓPEZ MÉNDEZ, Irene, 2000, *Empoderamiento y mainstreaming: estrategias para la igualdad entre los géneros*, Revista española de desarrollo y cooperación, n° 6, primavera/verano, pp. 59-84.
- MADRIGAL, Paloma, RAHONA, Alexia, SÁNCHEZ, Ana, STALENHOF, Bea, 2000, *El empoderamiento en la cooperación al desarrollo: dudas y reflexiones*, Revista española de desarrollo y cooperación, n° 6, primavera/verano, pp. 85-93.
- MÁS ALLÁ DE BEIJÍN, 1994, *Políticas de población, prácticas anticonceptivas y realidades de las mujeres salvadoreñas. Capítulo I: Tendencias y agentes internacionales. Capítulo II: Tendencias y agentes nacionales. Capítulo III: Tendencias en el uso de anticonceptivos en las mujeres salvadoreñas*, ronéo, San Salvador.
- MOSER, Caroline, 1989, «Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs», *World Development*, vol. 17, n° 11, pp. 1799-1825. Paru ensuite en espagnol: 1991, «La planificación de género en el Tercer mundo: enfrentando las necesidades prácticas y estratégicas de género», *Una nueva lectura: género en el desarrollo*, GÚZMAN, V., POCOCARRERO, P., VARGAS, V. (Eds), Flora Tristán Ediciones, Lima.
- MUJERES CREANDO Y FEMINISMO AUTÓNOMO LATINOAMERICANO, s.d. (probablement entre 2000 et 2002), *Porque la memoria no es puro cuento*, compte rendu de la 1<sup>re</sup> Rencontre féministe autonome latino-américaine et des Caraïbes à Sorata, Bolivie, 1998, 201 p.
- PEEMANS Poullet, Hedwige, 2000, «La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes... », *Féminismes et développement. Chronique féministe*, n° 71/72, février/mai, Bruxelles, pp. 60-66.

- PETRAS, Jaime, 2001, *Imperialismo y barbarie global. El lenguaje imperial, los intelectuales y las estupideces globales*, Ediciones pensamiento crítico, Colección Nuestra América, Bogotá, 275 p.
- ROBERTS, Penelope A., 2001, «L'accès des femmes rurales à la main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest», *Genre et économie. Un premier éclairage*, BISILLIAT Jeanne, VERSCHUUR Christine (dir.), Cahiers genre et développement, n° 2, L'Harmattan, Paris, pp. 195-213. Première édition en anglais, 1988, in *Patriarchy and Class*, SICHTER, S.B., PARPART, J.S. (eds.), Westview Press, Boulder, pp. 97-114.
- SEN, Amartya, 1990, «Development as Capability Expansion», *Human Development and the International Development Strategy for the 1990s*, GRIFIN, Keith, KNIGHT, John (eds.), Macmillan, London.
- THAIS, Coral, RANSOM, Pamela, 2001, *Women and Information for Participation and Decision Making in Sustainable Development in Developing Countries*, REDEH-Brasil, WEDO. Document de travail présenté à la Conférence internationale de Jagdschloss Glienicke, 10-12 janvier 2001, Berlin.
- VARIAS LOCAS DEL MUNDO, 1999, *Yo tengo tantas hermanas...*, déclaration à la 8<sup>e</sup> Rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes, mimeo, Juan Dolio, 2 p.
- VILLOTA, Paloma de, 1999, «Reflexiones sobre el IDH relacionado con el IDM-IDG del PNUD. La desigualdad de género en España», *Globalización y género*, VILLOTA, Paloma de (Ed.), Editorial Síntesis, Economía, serie: actualidad, Madrid, 415 p., pp. 109-166.
- WORLD BANK, 2000, *Attacking Poverty: World Development Report 2000-2001*, Banque mondiale; Oxford University Press, Washington.